

Des livres

Bénédicte Tratnjek

22 septembre 2009

Géopolitique du conflit israélo-palestinien. Les hommes, la terre, l'eau (J.-M. Deblonde et P. Veyron)

Jean-Marie Deblonde et Philippe Veyron, 2009, Géopolitique du conflit israélo-palestinien. Les hommes, la terre, l'eau, Paris, Ellipses, 237 p.



Beaucoup d'auteurs ont proposé, ces dernières années, une lecture géopolitique du conflit israélo-palestinien (parmi lesquels on retrouvera notamment les travaux du géographe Frédéric Encel, qui décrivent avec précision les territorialités et les intentionnalités conflictuelles à l'œuvre dans cet espace disputé par deux peuples qui se définissent en rejet de « l'Autre »). Dans ce nouvel ouvrage, les auteurs, un historien (Philippe Veyron) et un géographe (Jean-Marie Deblonde) appuient leur analyse à travers une grille de lecture entre géohistoire et géopolitique, et participent ainsi à la connaissance des tensions israélo-palestiniennes au prisme de ce que l'on pourrait nommer une « géopolitique historique ». Suivant un plan chronologique et « *inspirée par Y. Lacoste et développée par A. Chauprade, l'analyse géopolitique posée sur les ressources en eau, la terre et le nombre des hommes fournit à l'étude des rivalités israélo-palestiniennes une armature conceptuelle et pratique intégrant la réalité du terrain autant que les représentations réciproques* » (p. 6). Le sous-titre de leur ouvrage Les hommes, la terre, l'eau est, d'ailleurs, éclairant quant au rythme de leur démonstration : la construction étatique, les différentes stratégies territoriales (qu'elles relèvent de l'emploi de la violence dans la politique ou de l'aménagement du territoire notamment par le biais des mobilités), et les sentiments d'appartenance communautaires sont ainsi analysés au prisme du trio territoire/ressources/population, mettant alors en exergue l'espace comme terrain d'appropriations et d'appartenances territoriales conflictuelles.

Le premier chapitre revient ainsi sur « *les racines d'une géopolitique conflictuelle* », entre la fin du XIXe siècle et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Plus qu'une seule histoire des événements politiques (successions des pouvoirs pour un territoire dominé, promis et disputé), les auteurs s'attachent à expliquer les dynamiques territoriales (peuplement morcelé, Jérusalem comme géosymbole...) qui éclairent les projets d'appropriation des différents acteurs syntagmatiques. D'ores et déjà, certaines dynamiques conflictuelles semblent posées : rupture du dialogue intercommunautaire, émergence de courants politiques dont le discours s'appuie sur le rejet de « l'Autre », intervention parfois ambiguë d'acteurs politiques extérieurs, mouvements de populations dans des logiques territoriales, disputes autour de l'accès à la ressource en eau... « *Les hommes, la terre, l'eau* » sont autant d'enjeux et de logiques conflictuelles qui se combinent, et sont ici analysées au prisme des actions et des intentionnalités des acteurs politiques.

Le deuxième chapitre, « *Vers l'Etat israélien, du point d'appui à la continuité territoriale* », s'attarde sur le contexte de la Seconde Guerre mondiale et ses conséquences immédiates, comme point de rupture dans l'histoire de ce territoire, qui « *laisse ces deux champs de force face à face alors que l'arbitrage mandataire abdique entre 1945 et 1947* » (p. 49). Le partage de ce territoire disputé, revendiqué et fantasmé se pose de manière acerbe et conflictuelle tant au niveau local que dans l'ordre mondial en recomposition. Parallèlement, le territoire se remplit et les rapports de forces se compliquent au gré des mouvements de population spontanés ou contraints.

Le troisième chapitre, quant à lui, analyse la période 1948-1967 lorsque « *le rapport de force israélo-palestinien entérine la victoire des thèses sionistes* ». Entre ces deux dates qui constituent de fortes ruptures dans l'histoire politique de ce territoire (1948 : fin du mandat britannique, proclamation d'indépendance unilatérale de Ben Gourion, déclenchement d'une guerre ; 1967 : Guerre des Six Jours), « *les hommes, la terre, l'eau* » prennent une importance exacerbée traduisant les rivalités des acteurs politiques qui ne veulent pas se partager ce territoire. Les auteurs démontrent ainsi que la combinaison de ces trois facteurs met en exergue la complexité des disputes territoriales : « *selon F. Encel, le triple mouvement démographique, de peuplement et d'accès à la terre exige la maîtrise de l'eau* » (p. 74). Entre discours de rejet de « l'Autre » et communautarisation des territoires du quotidien, Jean-Marie Deblonde et Philippe Veyron nous éclairent alors sur les enjeux complexes qui se cachent derrière les stratégies brutales et violentes d'appropriation territoriale.

Le quatrième chapitre revient sur les conséquences de la guerre de 1967 qui se concrétisent tant dans les recompositions territoriales que dans les évolutions des rapports de force entre acteurs politiques locaux et extérieurs. Intitulé « *de 1967 à 1987 : Etat d'Israël et diaspora palestinienne en quête d'une légitimité partagée* », ce chapitre met en exergue les interrelations entre les enjeux autour de la ressource en eau (une « *motivation implicite* », p. 94), des mouvements de population et de l'appropriation territoriale par l'Etat hébreu comme autant de facteurs de crispation des tensions. Entrent alors en jeu de nouveaux acteurs syntagmatiques (OLP, Fatah, FDLP et Front national palestinien). L'importance des discours sur le rejet de « l'Autre » est prégnante, notamment autour de « *la surenchère sur le thème de la lutte armée* » (p. 99) tant vis-à-vis de « l'Autre » dressé comme un ennemi qu'au sein même des mouvements politiques palestiniens. Alors que « *depuis 1967, l'économie des Territoires Occupés Palestiniens s'est intégrée progressivement à l'économie israélienne* » (p. 101), les années 1970 marquent un tournant avec le renforcement de la résistance palestinienne, en réponse notamment à la stratégie de colonisation israélienne. Les logiques foncières mettent en exergue non seulement l'appropriation de points vitaux à l'Etat hébreu, mais également la

mise en place de la discontinuité territoriale des territoires palestiniens empêchant l'unité nécessaire à l'éventuelle construction étatique.

Les deux derniers chapitres, bien plus longs, s'attardent sur les enjeux contemporains de cette dispute territoriale. Ainsi, le cinquième chapitre analyse « *l'ambiguïté des espoirs de paix à la fin du XXe siècle* ». Les années 1990 sont, en effet, marquées par une « *conjoncture plus pacifiée* » (p. 115). A travers ses stratégies de peuplement, l'Etat hébreu contrôle les points d'accès aux Territoires palestiniens et les principales ressources en eau. Le chapitre laisse une grande place aux différents acteurs politiques, à leurs intentionnalités, à leurs discours et à leur impact tant auprès de la population qu'au niveau diplomatique. Certains hauts-lieux de la stigmatisation des tensions, tels que la bande de Gaza ou Jérusalem, sont analysés en détail afin de démontrer le poids du sentiment de rejet de « l'Autre » dans les territoires du quotidien, par-delà les espoirs amorcés par la voie diplomatique menée par les puissances étrangères. Alors que les périodes de dialogue intercommunautaire coïncident avec une géographie des conflits se limitant de plus en plus à des territoires restreints, « *la question des représentations et des stratégies [reste] fondamentale* » (p. 146) et les tensions perdurent sur le terrain, notamment à travers l'utilisation politique des mobilités et de « la guerre des berceaux ». L'eau, l'aménagement du territoire et les logiques de peuplement restent des enjeux de tensions vitaux tant dans les discours que dans le quotidien des habitants. « *Maintenir les Palestiniens dans la vexation, l'humiliation et l'infériorité constantes crée une situation durablement bloquée* » (p. 179).

Le XXIe siècle confronte ainsi les processus de paix dans les années 1990 à une situation quotidienne tendue et exploitée par certains groupes politiques et/ou armés. Le dernier chapitre, « la paix à "l'ombre du mur" ? », propose une analyse des enjeux actuels, notamment au prisme de la symbolique, des représentations et des discours autour de la « Clôture de sécurité ». Le poids des mots n'est d'ailleurs pas innocent : les auteurs nous apprennent ainsi que les Israéliens appellent cette forme de matérialisation d'une frontière vécue « Clôture de sécurité », « Ligne de défense » ou « Barrière de séparation », soulignant par là son utilité perçue en termes sécuritaires afin d'assurer leur intégrité territoriale face à « l'Autre » jugé comme un indésirable qu'il s'agit d'isoler, tandis que « *les Palestiniens l'appellent le "Mur"* » (p. 187), terme dont la simplicité souligne bien leur enfermement vécu et forcé. Derrière ce mur fortement médiatisé, se dressent d'autres stratégies territoriales qui visent au morcellement des Territoires palestiniens (le pluriel est d'ailleurs significatif de leur discontinuité territoriale). Face à l'impasse des négociations diplomatiques, les auteurs concluent leur ouvrage par des questionnements fondamentaux quant à l'avenir de ce territoire : que faire des Palestiniens ? Y a-t-il une volonté de vivre ensemble ? Quels seront les impacts des récents changements électoraux ?

S'appuyant sur une solide bibliographie (on retrouve la pertinence des travaux de Frédéric Encel, d'Henry Laurens, de Georges Mutin, de Nadine Picaudou... pour n'en citer que quelques-uns), l'ouvrage ne fait pas de grandes révélations sur les logiques d'affrontements intercommunautaires en Israël-Palestine, mais permet aisément de comprendre les principaux ressorts de cette situation complexe, pour tous ceux qui tenteraient d'y voir plus clair. On appréciera tout particulièrement les très nombreux encadrés et statistiques qui éclairent les dynamiques de peuplement, les grands événements politiques et le rôle des acteurs politiques majeurs, par des chiffres et des textes concis mais parlants. L'approche chronologique appuie l'analyse multiscale et met en exergue le trio peuplement/territoire/eau en confrontant les actions politiques et leurs conséquences immédiates et plus tardives, le tout permettant d'éclairer les tensions d'aujourd'hui et de demain dans ce territoire disputé.

Pour aller plus loin sur le site des Cafés géo :

- L'ouvrage manquant parfois d'illustrations cartographiques, on le complètera avec l'excellent [Atlas géopolitique d'Israël. Aspects d'une démocratie en guerre](#) de Frédéric Encel, ainsi que le compte-rendu du Café géopolitique qu'il a animé sur ce même thème.
- Les comptes-rendus des Cafés du 27 novembre 2001 sur « [Israël-Palestine : la guerre pour le territoire](#) » avec Frédéric Encel et Julien Mauriat ; du 20 mars 2002 sur « [Israël-Palestine \(2\) : une nouvelle guerre de cent ans ?](#) » avec Franck Débié et Frédéric Encel ; et du 4 octobre 2008 sur « [Cartographie d'un espace en conflit : la Cisjordanie](#) » avec Jacques Lévy.
- L'article d'Yves Guermond : « Les [géographes et la Palestine](#) », pour la rubrique Vox geographi (16 février 2006).
- La lettre de Cassandra n°87 consacrée à la « [Fureur en Palestine : recette pour maîtriser un peuple qui refuse de renoncer à son territoire](#) » (30 décembre 2008).